

À propos de ce formulaire

Le présent formulaire est un document juridique officiel et peut avoir une incidence sur vos droits et obligations. Pour le remplir, veuillez suivre les instructions figurant dans la notice « Comment remplir le formulaire de requête ». Veuillez à remplir tous les champs qui s'appliquent à votre situation et à fournir tous les documents pertinents.

Avertissement : Si votre requête est incomplète, elle ne sera pas acceptée (article 47 du règlement de la Cour). Veuillez noter en particulier que l'article 47 § 2 a) du règlement prévoit que le formulaire de requête DOIT comprendre dans les parties pertinentes un exposé concis des faits, des griefs et des informations relatives au respect des critères de recevabilité. Le formulaire dûment rempli doit permettre à la Cour de déterminer la nature et l'objet de la requête sans qu'elle ait à se référer à d'autres documents.

Étiquette à code-barres

Si vous avez déjà reçu de la Cour européenne des droits de l'homme un lot d'étiquettes à code-barres, apposez-en une dans l'encadré ci-dessous.

Numéro de référence

Si vous avez déjà reçu de la Cour un numéro de référence pour ces griefs, indiquez-le dans l'encadré ci-dessous.

A. Requérant

A.1. Particulier

Cette section ne concerne que les requérants personnes physiques. Si le requérant est une organisation, passez à la section A.2.

1. Nom de famille

2. Prénom(s)

3. Date de naissance

2	7	0	9	1	9	6	7
J	J	M	M	A	A	A	A

 ex. 31/12/1960

4. Lieu de naissance

5. Nationalité

6. Adresse

7. Téléphone (y compris le code pays)

8. E-mail (le cas échéant)

9. Sexe masculin féminin

A.2. Organisation

Cette section n'est à remplir que si le requérant est une société, une ONG, une association ou un autre type de personne morale. Dans ce cas, remplir également la section D.1.

10. Nom

11. Numéro d'immatriculation (le cas échéant)

12. Date d'enregistrement ou de constitution (le cas échéant)

J	J	M	M	A	A	A	A

 ex. 27/09/2012

13. Activité

14. Siège

15. Téléphone (y compris le code pays)

16. E-mail

B. État(s) contre le(s)quel(s) la requête est dirigée

17. Cochez la ou les case(s) correspondant à l'État/aux États contre le(s)quel(s) la requête est dirigée.

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> ALB - Albanie | <input type="checkbox"/> ITA - Italie |
| <input type="checkbox"/> AND - Andorre | <input type="checkbox"/> LIE - Liechtenstein |
| <input type="checkbox"/> ARM - Arménie | <input type="checkbox"/> LTU - Lituanie |
| <input type="checkbox"/> AUT - Autriche | <input type="checkbox"/> LUX - Luxembourg |
| <input type="checkbox"/> AZE - Azerbaïdjan | <input type="checkbox"/> LVA - Lettonie |
| <input type="checkbox"/> BEL - Belgique | <input type="checkbox"/> MCO - Monaco |
| <input type="checkbox"/> BGR - Bulgarie | <input type="checkbox"/> MDA - République de Moldova |
| <input type="checkbox"/> BIH - Bosnie-Herzégovine | <input type="checkbox"/> MKD - Macédoine du Nord |
| <input type="checkbox"/> CHE - Suisse | <input type="checkbox"/> MLT - Malte |
| <input type="checkbox"/> CYP - Chypre | <input type="checkbox"/> MNE - Monténégro |
| <input type="checkbox"/> CZE - République tchèque | <input type="checkbox"/> NLD - Pays-Bas |
| <input checked="" type="checkbox"/> DEU - Allemagne | <input type="checkbox"/> NOR - Norvège |
| <input type="checkbox"/> DNK - Danemark | <input type="checkbox"/> POL - Pologne |
| <input type="checkbox"/> ESP - Espagne | <input type="checkbox"/> PRT - Portugal |
| <input type="checkbox"/> EST - Estonie | <input type="checkbox"/> ROU - Roumanie |
| <input type="checkbox"/> FIN - Finlande | <input type="checkbox"/> RUS - Fédération de Russie* |
| <input type="checkbox"/> FRA - France | <input type="checkbox"/> SMR - Saint-Marin |
| <input type="checkbox"/> GBR - Royaume-Uni | <input type="checkbox"/> SRB - Serbie |
| <input type="checkbox"/> GEO - Géorgie | <input type="checkbox"/> SVK - République slovaque |
| <input type="checkbox"/> GRC - Grèce | <input type="checkbox"/> SVN - Slovénie |
| <input type="checkbox"/> HRV - Croatie | <input type="checkbox"/> SWE - Suède |
| <input type="checkbox"/> HUN - Hongrie | <input type="checkbox"/> TUR - Türkiye |
| <input type="checkbox"/> IRL - Irlande | <input type="checkbox"/> UKR - Ukraine |
| <input type="checkbox"/> ISL - Islande | |

C. Représentant(s) d'un particulier

Les particuliers ne sont pas tenus d'être représentés par un avocat à ce stade. Si le requérant n'est pas représenté, passez à la section E. Si vous introduisez la requête au nom d'un particulier et que vous n'êtes pas avocat (si vous êtes par exemple un proche, un ami, un responsable légal), remplissez la section C.1 ; si vous êtes avocat, remplissez la section C.2. Dans les deux cas, remplissez également la section C.3.

C.1. Représentant autre qu'un avocat

18. Qualité/lien/fonction

19. Nom de famille

20. Prénom(s)

21. Nationalité

22. Adresse

23. Téléphone (y compris le code pays)

24. Télécopie

25. E-mail

C.2. Avocat

26. Nom de famille

27. Prénom(s)

28. Nationalité

29. Adresse

30. Téléphone (y compris le code pays)

31. Télécopie

32. E-mail

C.3. Pouvoir

Le requérant doit autoriser quiconque le représente à agir en son nom en apposant sa signature dans l'encadré 33 ci-dessous ; le représentant désigné par lui doit indiquer qu'il accepte de le représenter en apposant sa signature dans l'encadré 35 ci-dessous.

J'autorise par la présente la personne indiquée ci-dessus à me représenter devant la Cour européenne des droits de l'homme aux fins de la procédure relative à ma requête introduite en vertu de l'article 34 de la Convention.

33. Signature du requérant

34. Date

J	J	M	M	A	A	A	A

ex. 27/09/2015

J'accepte par la présente de représenter le requérant devant la Cour européenne des droits de l'homme aux fins de la procédure relative à la requête introduite en vertu de l'article 34 de la Convention.

35. Signature du représentant

36. Date

J	J	M	M	A	A	A	A

ex. 27/09/2015

Communication électronique entre le représentant et la Cour

37. Adresse e-mail pour le compte eComms (si le représentant utilise déjà eComms, indiquez l'adresse e-mail du compte eComms existant) En remplissant cet encadré, vous acceptez d'utiliser le système eComms.

D. Représentant(s) d'une organisation

Si le requérant est une organisation, celle-ci doit être représentée devant la Cour par une personne habilitée à agir en son nom et pour son compte (par exemple un dirigeant ou un responsable dûment mandaté). Les coordonnées du représentant doivent alors être indiquées dans la section D.1.

Si ce représentant mandate un avocat pour défendre l'organisation, il faut également remplir les sections D.2 et D.3.

D.1. Représentant de l'organisation

38. Qualité/lien/fonction (joindre un justificatif)

39. Nom de famille

40. Prénom(s)

41. Nationalité

42. Adresse

43. Téléphone (y compris le code pays)

44. Télécopie

45. E-mail

D.2. Avocat

46. Nom de famille

47. Prénom(s)

48. Nationalité

49. Adresse

50. Téléphone (y compris le code pays)

51. Télécopie

52. E-mail

D.3. Pouvoir

Le représentant de l'organisation doit autoriser tout avocat qui la défend à agir en son nom, en apposant sa signature dans l'encadré 53 ci-dessous ; l'avocat désigné par lui doit indiquer qu'il accepte de défendre l'organisation en apposant sa signature dans l'encadré 55 ci-dessous.

J'autorise par la présente la personne indiquée dans la section D.2 ci-dessus à défendre l'organisation devant la Cour européenne des droits de l'homme aux fins de la procédure relative à la requête introduite en vertu de l'article 34 de la Convention.

53. Signature du représentant de l'organisation

54. Date

J	J	M	M	A	A	A	A

ex. 27/09/2015

J'accepte par la présente de défendre l'organisation devant la Cour européenne des droits de l'homme aux fins de la procédure relative à la requête introduite en vertu de l'article 34 de la Convention.

55. Signature de l'avocat

56. Date

J	J	M	M	A	A	A	A

ex. 27/09/2015

Communication électronique entre le représentant et la Cour

57. Adresse e-mail pour le compte eComms (si le représentant utilise déjà eComms, indiquez l'adresse e-mail du compte eComms existant)
En remplissant cet encadré, vous acceptez d'utiliser le système eComms.

Objet de la requête

Cette partie (sections E, F et G) du formulaire de requête doit mentionner toutes les informations relatives aux faits, aux griefs et au respect de la règle de l'épuisement des voies de recours internes et du délai de quatre mois fixés à l'article 35 § 1 de la Convention. Il est obligatoire de la remplir et de ne pas se contenter de la mention « voir annexe jointe ». Veuillez consulter l'article 47 § 2 du règlement et l'Instruction pratique relative à l'introduction de l'instance, ainsi que la notice « Comment remplir le formulaire de requête ».

E. Exposé des faits

58.

Gemäß Art.20 Abs. 2 Grundgesetz (GG - Constitution) des Mitgliedstaat Deutschland geht alle Staatsgewalt vom Volke (peuple) aus. Sie wird vom Volk in Wahlen und Abstimmungen und durch besondere Organe der Gesetzgebung, der vollziehenden Gewalt und der Rechtsprechung ausgeübt.

Gemäß Art. 21 Abs. 1 S. 1 GG wirken die Parteien bei der politischen Willensbildung des Volkes mit.

Gemäß Art. 21 Abs. 1 S. 4 GG müssen die Parteien in Deutschland über die Herkunft und die Verwendung ihrer Mittel sowie über ihr Vermögen öffentlich Rechenschaft geben.

Der Verein Campact e. V. ist eingetragen im Vereinsregister Berlin unter VR 15165 (Anlage BF 1). Die Zahl der Mitglieder des Vereins ist durch die Satzung auf 12 Personen beschränkt, die durch einen Kreis öffentlich nicht bekannter Förderer mit bestimmt wird. In § 2c seiner Satzung (Anlage BF 2) behauptet der Verein, grundsätzlich parteipolitisch neutral zu sein. Der Verein ist ausschließlich politisch und dabei parteiisch gegen die Oppositionspartei Alternative für Deutschland - AfD - (Oppositionspartei) tätig (Anlagen BF 5, 6, 7).

Der Verein bezeichnet sich selbst als Teil einer Campact-Gruppe, bestehend aus dem Campact e. V., der Campact-Stiftung und der Hate Aide gGmbH, und bezeichnet diese Gruppe auch als Campact-Bewegung. Der Vorsitzende des Vereins hat die Campact-Gruppe öffentlich als Teil einer sogenannten (organisierten) Zivilgesellschaft (Civil Society) bezeichnet, und die Forderung nach Offenlegung der finanziellen Quellen dieser Organisationen als Angriff auf diese Zivilgesellschaft. Die Äußerung, die Campact-Gruppe sei staatlich finanziert, ist eine wahre Tatsachenbehauptung (so LG Berlin - 2 O 214/25, Anlage BF 4).

Der Beschwerdeführer (BF) hat am 19.11.2024 in seiner öffentlich zugänglichen Seite im Internet geschrieben: „Der Verein ist eine Dachorganisation für nichtstaatliche Regierungsorganisationen und finanziert sich durch Spenden dieser Organisationen, die ihrerseits durch die Regierung aus Steuermitteln finanziert werden“.

Der Verein hat den Beschwerdeführer am 22.11.2024 zur Unterlassung der Behauptung aufgefordert.

Der BF hat am 27.11.2024 eine Schutzschrift in dem zentralen Schutzschriftenregister hinterlegt (Anlage BF 8).

Der Verein hat am 05.12.2024 im Wege des Eilrechtsschutz bei dem Landgericht Berlin zu Aktenzeichen 2 O 325/24 beantragt, dem BF die Äußerung zu untersagen, weil die Behauptung unwahr sei und daher den Achtungsanspruch des Verein verletze (Anlage BF 9).

Der BF hat dagegen geltend gemacht, der Achtungsanspruch einer juristischen Person sei im Gegensatz zu einer natürlichen Person auf den Gegenstand ihrer Tätigkeit beschränkt. Der Achtungsanspruch einer ausschließlich politisch und dabei parteiisch tätigen Vereinigung könne nicht weiter reichen, als der Achtungsanspruch einer Partei im Sinne des Gesetz über die politischen Parteien (PartG), der durch Art. 21 Abs. 1 S. 4 GG beschränkt sei, wonach die Parteien der Öffentlichkeit Rechenschaft über die Herkunft ihrer Mittel geben müssen. Die Behauptung des BF verletze den Verein daher in seinem Achtungsanspruch nicht. Der BF hat weiter geltend gemacht, entsprechend dem Art. 21 Abs. 1 S. 3 GG trage der Verein wegen seiner Tätigkeit die Beweislast für die Unwahrheit der Behauptung (Anlage BF 10).

Exposé des faits (suite)

59.

Mit Schriftsatz vom 20.12.2024 hat der Verein als seine Anlage AS 12 dem Landgericht in elektronischer Kopie als Versicherung an Eides statt eine Erklärung des Vereinsvorsitzenden vorgelegt, in der es heißt: „Der Campact e. V. erhält keine öffentlichen Gelder. Er wird weder direkt noch indirekt mit öffentlichen Mitteln vom Staat gefördert. Jedenfalls seit dem Verlust der Gemeinnützigkeit im Jahr 2019 erhält der Campact e. V. auch keine Spenden von Organisationen, die ihrer

Das Landgericht Berlin hat den BF mit Urteil vom 06.01.2025 (2 O 325/24 eV) zur Unterlassung der Äußerung in dem Teil „und finanziert sich durch Spenden dieser Organisationen, die ihrerseits durch die Regierung aus Steuermitteln finanziert werden“ verurteilt. Die Äußerung des BF sei geeignet, das Ansehen des Vereins in der Öffentlichkeit zu beeinträchtigen, weil dem Verein damit eine Finanzierungsstruktur unterstellt werde die von seiner Darstellung in der Öffentlichkeit abweicht. Das sei geeignet, das Vertrauen der Allgemeinheit in die Integrität des Vereins und damit seine Glaubwürdigkeit zu beeinträchtigen (S. 6). Der BF trage die Darlegungs- und Beweislast für die Wahrheit dieser Behauptung. „Soweit der Verfügungsbeklagte die Auffassung vertritt, aus Art. 21 Abs. 1 Satz 4 GG folge eine andere Darlegungslastverteilung (...), ist dies unzutreffend. Bereits der Ausgangspunkt des Verfügungsbeklagten ist unrichtig. Zwar ist Art. 21 Abs. 1 Satz 4 unmittelbar geltendes Recht, die Vorschrift bedarf jedoch der gesetzlichen Konkretisierung (...), insbesondere folgt aus ihr kein Individualrecht auf Auskünfte, die über das PartG hinausgehen (...)“ (Anlage BF 12, Seite 7).

Der Beschwerdeführer hat gegen das Urteil des Landgerichts fristgemäß am 20.01.2025 Berufung zum Kammergericht Berlin (KG) eingelegt. Mit Verfügung vom 23.01.2025, noch vor der Begründung der Berufung, wies das KG den BF darauf hin, der Art. 21 Abs. 1 S. 4 GG ändere an der Darlegungs- und Beweislast nichts, weil daraus nur Parteien i. S. des PartG verpflichtet seien (Anlage BF13). Der BF hat die Berufung zu Aktenzeichen 10 U 13/25 mit Schriftsatz vom 20.04.2025 fristgemäß begründet (Anlage BF 14). Darin hat der BF auf S. 8 f. dargelegt, die Anwendung des Art. 21 Abs. 1 S. 4 GG könne durch einfaches Gesetz nicht eingeschränkt, sondern nur reguliert werden, und der Art. 21 Abs. 1 S. 4 GG sei nach seiner Intention auch auf politisch parteiisch tätige Vereinigungen anzuwenden. Der Achtungsanspruch des Vereins könne nicht weiter reichen als der einer Partei im Sinne des PartG.

Das Kammergericht Berlin hat die Berufung mit Urteil vom 18.09.2025 (10 U 13/25) zurückgewiesen (Anlage BF 18). Zu dem Achtungsanspruch des Verein heißt es in der Begründung des Urteils lediglich, die Äußerung betreffe das Persönlichkeitsrecht des Vereins, da er „in seinem sozialen Geltungsbereich in seinem Aufgabenbereich betroffen“ sei (S. 3). Das Kammergericht hat den Vortrag des BF zu dem Achtungsanspruch einer ausschließlich politisch und dabei parteiisch tätigen Vereinigung und Art. 21 Abs. 1 S. 4 GG in seinem Urteil nicht behandelt. Dort heißt es lediglich: „Denn der Verfügungskläger habe durch die eidesstattliche Versicherung vom 18. Dezember 2024, Anlage AS 12, nach §§ 936, 920 Abs. 2, 294 ZPO glaubhaft gemacht, weder unmittelbar noch mittelbar staatliche Mittel zu erhalten“.

Der Beschwerdeführer hat gegen das Urteil des Kammergerichts fristgemäß eine Anhörungsrüge erhoben, in welcher er die fehlende Befassung mit seinen rechtlichen Argumenten geltend gemacht hat (Anlage BF 19).

Das Kammergericht hat die Anhörungsrüge mit Beschluss vom 06.10.2025 (10 U 13/25) zurückgewiesen (Anlage BF 20). Der Beschwerdeführer trage allein seine dem Gericht bereits bekannten Rechtsauffassungen vor, die das Gericht nicht teile und mit welchen das Gericht sich bereits in seinem Urteil befasst habe. Der Anspruch auf rechtliches Gehör sei nicht verletzt, falls die rechtlichen Argumente der Partei nach Ansicht des Gerichts für die zu treffende Entscheidung unerheblich sind. In diesem Beschluss erklärt das KG folglich, die Rechtsfragen des Streitfalls nicht lediglich summarisch, sondern bereits endgültig - und unabhängig von etwaigen weiteren rechtlichen Ausführungen des BF - bewertet zu haben. Das KG hat in der Begründung dieses Beschlusses damit erklärt, den Vortrag des BF zu dem verfassungsrechtlichen Rahmen seiner Äußerung auch bei Wiederholung und damit auch in einem Hauptsache-Verfahren entsprechend behandeln zu wollen.

Der Beschwerdeführer hat gegen das Urteil des Bundesverfassungsgerichts vom 18.09.2025 und den Beschluss des Kammergerichts vom 06.10.2025 fristgerecht am 18.10.2025 eine Verfassungsbeschwerde zum Bundesverfassungsgericht (BVerfG) erhoben, die auch auf Art. 6 und 10 EMRK und Art. 3 erstes Zusatzprotokoll EMRK gestützt war (Anlage BF 21).

Exposé des faits (suite)

60.

Der Beschwerdeführer hat mit der Verfassungsbeschwerde im Kern geltend gemacht, solange eine ausschließlich politisch und dabei parteiisch tätige Vereinigung mit dem Ziel der Beeinflussung der politischen Willensbildung des Volkes (peuple) nicht öffentlich mit prüfbaren Belegen Rechenschaft über die Herkunft ihrer Mittel gibt, dürfe der Beschwerdeführer Behauptungen über die Herkunft dieser Mittel äußern, weil Art. 3 des ersten Zusatzprotokoll EMRK die freie Wahlen schützt und diese dabei als freie Äußerung der Meinung des Volkes (peuple) versteht. In die freie Äußerung der Meinung des Volkes und die (Kräfte-) Gleichheit in der politischen Willensbildung werde eingegriffen, falls Vereinigungen (Organisationen) auf die politische Willensbildung des Volkes Einfluss nehmen, bei denen die Herkunft ihrer Mittel und damit die hinter ihnen stehenden politischen Kräfte dem Volk (der Öffentlichkeit) nicht bekannt sind. Dieser Gedanke habe in Deutschland in Art. 21 Abs. 1 S. 4 GG Ausdruck gefunden. Um die freie Äußerung der Meinung (des Volkes) zu schützen, dürfe der Beschwerdeführer als Teil der Öffentlichkeit Behauptungen über die Herkunft der Gelder des Verein aufstellen, solange dieser nicht öffentlich Rechenschaft darüber legt, also im Einzelnen prüfbar mit Belegen darlegt. Es handelt sich dann paradoxer Weise, um eine durch die Freiheit der Meinungsäußerung geschützte Tatsachenbehauptung, die aus der Ableitung der Macht der Institutionen von dem Volk durch freie Wahlen folgt.

Die Richter des BVerfG werden auf Grund einer Vereinbarung aller anderen Parteien unter Ausschluss der Oppositionspartei gewählt und diese Parteien erlassen im Bund und in den Bundesländern Gesetze zur Änderung der Verfassung, damit das auch im Falle einer Wahl der Oppositionspartei durch eine Mehrheit der Wähler so bleibe (z. B. BT-Drucks. 20/12978 v. 24.09.2024 und Drucks. 8/6653 v. 26.02.2026 des Landtag Sachsen-Anhalt).

Die Entscheidungen des Bundesverfassungsgericht werden durch einen wissenschaftlichen Mitarbeiter des als Berichterstatter tätigen Richters vorbereitet. Die wissenschaftlichen Mitarbeiter werden durch die Richter gewählt.

Das BVerfG hat die Verfassungsbeschwerde des BF am 10.11.2025 mit dem Aktenzeichen 1 BvR 2291/25 in das Verfahrensregister eingetragen.

Das Bundesverfassungsgericht hat die Verfassungsbeschwerde mit Beschluss vom 26.11.2025 (1 BvR 2291/25) ohne Begründung nicht zur Entscheidung angenommen (Anlage BF24).

Der BF hat in Unkenntnis des Beschluss vom 26.11.2025 mit Schriftsatz vom 08.12.2025 durch sein besonderes elektronisches Anwaltspostfach am 08.12.2025 das BVerfG um Mitteilung des Namens des wissenschaftlichen Mitarbeiters gebeten, der die Entscheidung vorbereitet (Anlage B 23).

Das BVerfG hat den Beschluss vom 26.11.2026 dem Beschwerdeführer mit einem Begleitschreiben vom 01.12.2025 übersandt, das dem Beschwerdeführer am 10.12.2025 zugegangen ist.

Das BVerfG hat dem BF mit Schreiben vom 29.12.2025 mitgeteilt, seine Frage nach dem Namen des wissenschaftlichen Mitarbeiters werde, weil nach Abschluss des Verfahrens eingegangen, als Antrag nach dem Gesetz zur Regelung des Zugangs zu Informationen des Bundes (IFG) behandelt und daher an das Justizariat des Gerichts abgegeben (Anlage BF 32).

Das Justizariat des BVerfG hat dem BF mit Schreiben vom 26.01.2026 mitgeteilt, ein Anspruch nach dem IFG bestehe nicht, weil es sich bei der Tätigkeit der wissenschaftlichen Mitarbeiter nicht um Verwaltungstätigkeit, sondern um eine der Rechtsprechung zugeordnete Tätigkeit handeln würde (Anlage BF 33).

Der BF hat das Schreiben des Justiziariats des BVerfG in einem anderen Verfahren vor dem BVerfG (2 BvR 35/25) am 06.02.2026 durch sein besonderes elektronische Anwaltspostfach nachgereicht, in dem er ebenfalls um Bekanntgabe des Namens des wissenschaftlichen Mitarbeiters gebeten hatte (Anlage BF 36).

Das BVerfG hat dem BF auch in jenem Verfahren (2 BvR 35/25) den Namen des für die Vorbereitung der Entscheidung des Gerichts zuständigen wissenschaftlichen Mitarbeiters nicht genannt, sondern die Verfassungsbeschwerde 2 BvR 35/25 mit Beschluss vom 11.02.2026 ohne Angabe von Gründen nicht zur Entscheidung angenommen (Anlage BF 37).

- Ein Schriftsatz zur Vertiefung des Vortrages ist diesem Antrag als Anlage beigelegt. -

F. Exposé de la/des violation(s) alléguée(s) de la Convention et/ou des Protocoles et arguments à l'appui

61. Article invoqué
Art. 6 EMRK (rechtliches Gehör)

Explication
Der Beschwerdeführer (BF) hat geltend gemacht, der Achtungsanspruch einer juristischen Person sei auf den Gegenstand ihrer Tätigkeit beschränkt. Der Verein sei ausschließlich politisch und dabei parteiisch tätig. Der Achtungsanspruch des Vereins könne daher nicht weiter reichen, als der einer politischen Partei. Da Parteien im Sinne des Gesetz über die politischen Parteien (PartG) staatliche Förderung erhalten, kann die Behauptung einer solchen Förderung den Achtungsanspruch einer politisch parteiisch tätigen Vereinigung im Grundsatz nicht verletzen. Man könne mit dem Begriff Glaubwürdigkeit die zu achtende Tätigkeit des Vereins enger gefasst als durch eine Vielzahl von Bürgern mit Beiträgen bestimmt betrachten, die jeder für sich nicht geeignet sind, die Tätigkeit des Vereins zu beeinflussen (Graswurzelbewegung). Das sei aber wiederum zugleich der Anspruch des Grundgesetzes an die Parteien im Sinne des PartG, weshalb die Parteien über die Herkunft ihrer Mittel Rechenschaft ablegen müssen und die staatliche Förderung der Parteien zudem öffentlich ist. Der Achtungsanspruch einer politischen parteiischen Vereinigung in der Art des Verein könne daher nicht weiter reichen, als der Achtungsanspruch, den das Grundgesetz in Bezug auf die Parteien durch die Rechenschaftspflicht begrenzt Diese Rechenschaftspflicht habe der Verein nicht erfüllt. Damit könne sein Achtungsanspruch durch eine Behauptung über die Herkunft seiner finanziellen Mittel nicht verletzt werden. Der BF hat geltend gemacht, der Verein trage bei der Anwendung entsprechend Art. 21 I S. 4 Grundgesetz (GG) die Darlegungs- und Beweislast für die Herkunft seiner finanziellen Mittel. Zum einen sei der Art. 21 I S. 4 GG auch auf Vereinigungen wie den Verein anzuwenden. Zum anderen sei im Anwendungsbereich des Art. 21 I S. 4 GG, in welchen sich der Verein durch seine Tätigkeit begeben habe, die Tatsachenbehauptung des BF wie eine Meinungsäußerung zu behandeln, da der Verein der Öffentlichkeit keine prüfbare Auskunft über die Herkunft seine finanziellen Mitteln gibt. Das Landgericht (LG) hat in seiner Entscheidung zu Art. 21 I S 4 GG ausgeführt, dieser sei kein unmittelbar geltendes Recht. Das Kammergericht (KG) hat noch vor der Begründung der Berufung in einem Hinweis dazu ergänzt, die Norm der Verfassung sei nur auf Parteien im Sinne des PartG anzuwenden. Nachdem der BF in der Berufungsbegründung (S. 8 f) dargelegt hat, der Art. 21 I S. 4 GG sei nach dem Willen des Gesetzgebers des GG und der Rechtsprechung des BVerfG unmittelbar geltendes Recht und nach der Intention der Regelung nicht auf Parteien i. S. des PartG beschränkt, hat das KG den Vortrag des BF in seiner Entscheidung nicht mehr berücksichtigt. Das BVerfG hat die dagegen gerichtete Verfassungsbeschwerde nicht zur Entscheidung angenommen. Das verletzt den Anspruch des BF auf ein faires Verfahren über seine zivilrechtlichen Ansprüche und Verpflichtungen, in dem seine Argumente rechtliches Gehör erhalten, also nicht lediglich gehört, sondern in die rechtliche Prüfung mit inhaltlicher Würdigung einbezogen werden.

Art. 6 (Namen der Richter)

Die fehlende Angabe der Identität der Personen, die an der Entscheidung beteiligt sind, macht es für eine Partei unmöglich, die Unparteilichkeit des Gerichts im Sinne des Art. 6 I EMRK zu bestimmen (EGMR Urt. v. 20.01.2011 30183/06, II.B.2 Rn. 42, Commission des opérations de bourse). Das Recht einer Partei auf ein unabhängiges und unparteiisches Gericht umfasst auch Assistenten eines Richter, die einen Fall für die Prüfung durch den Richter vorbereiten (EGMR Urt. v. 29.08.2024 - 44681/21 u. 17256/22, III.B.2.b Rn. 52, judicial assistant). Die wissenschaftlichen Mitarbeiter des Bundesverfassungsgerichts (BVerfG) sind Assistenten der Richter, welche den Fall für die Prüfung durch den Richter vorbereiten. Das BVerfG hat dem BF als Partei den Namen des wissenschaftlichen Mitarbeiters nicht mitgeteilt, der den Entscheidungsvorschlag vorbereitet hat, den die Richter des BVerfG mit ihrem Beschluss gegen die Annahme der Beschwerde angenommen haben. Wie dargelegt teilt das BVerfG teilt den Namen des wissenschaftlichen Mitarbeiters, der den Entscheidungsvorschlag erstellt, bislang grundsätzlich nicht mit. Dem BF war es damit unmöglich, die Unparteilichkeit des Gerichts im Sinne des Art. 6 I EMRK zu bestimmen.

Exposé de la/des violation(s) alléguée(s) de la Convention et/ou des Protocoles et arguments à l'appui (suite)

62. Article invoqué
Art. 6 (Struktur Besetzung)

Explication
Die Besetzung des BVerfG enthält strukturell eine Benachteiligung, welcher der BF nach der Rechtsprechung des BVerfG mit einem Ablehnungsantrag nicht wirksam begegnen kann. Nach der Rechtsprechung des BVerfG ist die Mitgliedschaft in einer Partei kein Grund für die Ablehnung eines Richters des BVerfG. Zugleich wird die Oppositionspartei, die von der Tätigkeit des Vereins betroffen ist, der Gegenstand des Verfahrens ist, von der Wahl eines Richters am BVerfG systematisch ausgeschlossen. Die Parteien außer der Oppositionspartei ändern sowohl auf Bundesebene als auch auf Landesebene die Regelungen der Verfassung und der Gesetze zur Wahl der Richter, um dieses Verhalten auch im Falle der Wahl der Oppositionspartei durch eine Mehrheit der Wähler aufrecht erhalten zu können. Damit trennen sie zugleich die Ableitung der Macht der Institutionen des Staates, hier des BVerfG, von dem Volk (peuple), die in Art. 20 II S. 1 GG als Grundlage des demokratischen Staates bestimmt ist („Alle Macht geht vom Volke aus. Sie wird vom Volke in Wahlen und Abstimmungen und durch besondere Organe der Gesetzgebung, der vollziehenden Gewalt und der Rechtsprechung ausgeübt“). Daraus und aus der Rechtsprechung des BVerfG zur Ablehnung von Richtern wegen Mitgliedschaft in oder Auswahl durch eine bestimmte Partei folgt eine bereits strukturell fehlende Eignung des BVerfG, in Verfahren wie dem vorliegenden unbefangen zu entscheiden.

Art. 10 EMRK

Art. 3 erstes Zusatzprotokoll

Der Artikel 3 des 1. Zusatzprotokoll versteht das Recht der freien Wahl als freie Äußerung der Meinung des Volkes. Jede Beeinflussung der politischen Willensbildung des Volkes (peuple) berührt die freie Äußerung der Meinung des Volkes. Die Regelung des Art. 21 I S. 4 GG erstreckt in diesem Sinne den Gleichheitssatz auf die demokratische Willensbildung Gleichheit der einzelnen Bürger bei der Beeinflussung der politischen Willensbildung. „Der Verfassungsgeber hat mit dem Gebot der Rechenschaftslegung beabsichtigt, ‚Vorsorge zu treffen, daß die Öffentlichkeit Kenntnis über die Herkunft der Mittel der Parteien erhält, damit ersichtlich ist, wer hinter einer politischen Gruppe steht‘ (so die schriftliche Begründung des Antrags Drucks. 897 der Abgeordneten Wagner und Zinn, den der Parlamentarische Rat am 8.5.1949 als Art. 21 Abs. 1 Satz 4 GG beschloß....)“ (so BVerfG 2 BvF 1/65, NJW 1966, 1499, 1505). Das Recht zur freien Äußerung und zur freien Kommunikation von Meinungen und Informationen gemäß Art. 10 EMRK ist in Bezug auf die Beeinflussung der politischen Willensbildung der Öffentlichkeit daher zusammen mit Art. 3 des 1. Zusatzprotokoll zu verstehen. Gegenüber einem Verein, der ausschließlich politisch und dabei parteiisch tätig ist mit dem Ziel der Beeinflussung der politischen Willensbildung, hat der BF gemäß Art. 10 EMRK das Recht zur Äußerung einer Behauptung über die Herkunft ihrer Mittel, wenn diese juristische Person der Öffentlichkeit keine Rechenschaft über die Herkunft ihrer Mittel im Sinne des Art. 21 I S. 4 GG gibt, um der Funktion des Art. 10 EMRK als Ausgleich eines asymmetrischen Machtverhältnisses des einzelnen Bürgers gegenüber dem Staat auch in dem Verhältnis zu solchen politischen parteiischen Vereinigungen Geltung zu verschaffen, die durch ihre Tätigkeit für die Zwecke politischer Vereinigungen handeln, die zu den Wahlen antreten. Solange der Verein der Öffentlichkeit keine Rechenschaft über die Herkunft seiner Mittel im Sinne des Art. 21 I S. 4 GG und Art. 3 des 1. Zusatzprotokolls EMRK gibt, ist jede Behauptung über die Herkunft seiner Mittel im Sinne einer freien Kommunikation von Informationen gemäß Art. 10 EMRK zulässig.

Art. 13 EMRK

Sofern formal rechtliches Gehör gewährt wurde, sind die Argumente des BF doch inhaltlich (rechtlich) nicht und damit nicht wirksam gehört worden.

Art. 14 EMRK

Der Präsident des BVerfG hat die Richter des EGMR am 30.01.2026 aufgefordert, bei Beschwerden deutscher Unionsbürger mit Bezug zur Oppositionspartei AfD und dem BVerfG einen geringeren 'level of scrutiny' anzuwenden.
- Ein Schriftsatz zur Vertiefung des Vortrages ist diesem Antrag als Anlage beigelegt. -

G. Respect des critères de recevabilité énoncés à l'article 35 § 1 de la Convention

Pour chaque grief, veuillez confirmer que vous avez exercé les recours effectifs disponibles dans le pays concerné, y compris les voies d'appel, et indiquer la date à laquelle la décision interne définitive a été rendue et reçue, afin de montrer que vous avez respecté le délai de quatre mois.

<p>63. Grief Untersagung Äußerung; Keine Nennung des für die Entscheidung des BVerfG zuständigen wissenschaftlichen Mitarbeiters; Kosten.</p>	<p>Recours exercés et date de la décision définitive</p> <p>J'ai exercé les recours effectifs disponibles dans l'Allemagne.</p> <p>Schutzschrift vom 27.11.2024.</p> <p>Berufung vom 20.01.2025 (10 U 13/25).</p> <p>Rüge der Verletzung des Anspruchs auf rechtliches Gehör vom 02.10.2025 (10 U 13/25).</p> <p>Verfassungsbeschwerde vom 18.10.2025 (1 BvR 2291/25).</p> <p>Das Bundesverfassungsgericht hat die Verfassungsbeschwerde mit Beschluss vom 26.11.2025 - 1 BvR 2291/25 in Anwendung des § 93b BVerfGG nicht zur Entscheidung angenommen (Anlage BF 24).</p> <p>Gemäß § 93d Abs. 1 BVerfGG ergeht die Entscheidung nach § 93b BVerfGG ohne mündliche Verhandlung und ist unanfechtbar.</p> <p>Findet keine mündliche Verhandlung statt, wird eine Entscheidung des Bundesverfassungsgerichts nicht öffentlich verkündet, sondern den Beteiligten bekannt gegeben (§ 30 Abs. 1 u. 3 BVerfGG).</p> <p>Das Bundesverfassungsgericht hat den Beschluss vom 26.11.2025 dem Beschwerdeführer mit Begleitschreiben vom 01.12.2025 per Post übersandt (Anlage BF 25), das dem BF mit Poststempel vom 05.12.2025 am 10.12.2025 zugegangen ist. Das Schreiben mit dem Beschluss kann dem Beschwerdeführer (requérant) gemäß seinem darin durch das Bundesverfassungsgericht angegebenen Datum nicht früher als am 01.12.2025 zugegangen (bekannt geworden) sein. Die Frist von vier Monaten für die Befassung des Gerichtshofs mit der Beschwerde gemäß Art. 35 Abs. 1 EMRK ist damit gewahrt.</p>
---	--

64. Dispos(i)ez-vous d'un recours que vous n'avez pas exercé ?

Oui

Non

65. Si vous avez répondu oui ci-dessus, veuillez indiquer quel recours vous n'avez pas exercé et expliquer pour quel motif vous ne l'avez pas fait

Le requérant peut déposer une demande contre l'injonction préliminaire délivrée par le tribunal régional de Berlin pour une ordonnance fixant un délai pour le dépôt d'une action en justice par le plaignant (§ 926 ZPO - code de procédure civil). Cette procédure principale se déroulerait devant le même tribunal qui n'a pas pris en compte les arguments du requérant lors de la procédure d'injonction préliminaire (cf. Annexe BF 20). Ce serait donc une procédure vouée à l'échec concernant l'objet de cette requête. Le droit d'être entendu, qui prétendument n'as pas été accordé, fait déjà l'objet du présent recours.

H. Informations relatives aux autres instances internationales traitant ou ayant traité l'affaire (le cas échéant)

66. Le requérant a-t-il soumis l'un quelconque de ces griefs à une autre instance internationale d'enquête ou de règlement ?

Oui

Non

67. Si vous avez répondu oui ci-dessus, veuillez résumer brièvement la procédure (griefs présentés, nom de l'instance internationale, date et nature des décisions éventuellement rendues)

68. Le requérant a-t-il déjà introduit une ou plusieurs autre(s) requête(s) devant la Cour ?

Oui

Non

69. Si vous avez répondu oui ci-dessus, veuillez indiquer ci-dessous le ou les numéro(s) de requête correspondant(s)

I. Liste des documents joints

Vous devez joindre des copies complètes et lisibles de tous les documents. Aucun document ne vous sera restitué. Il est donc dans votre intérêt de soumettre à la Cour des copies, et non des originaux. Vous devez ABSOLUMENT :

- classer les documents par date et par procédure,
- numéroter les pages consécutivement, et
- NE PAS agraffer, relier ou scotcher les documents.

70. Dans l'encadré ci-dessous, indiquez, par ordre chronologique, les documents joints au formulaire, avec une brève description. Indiquez le numéro de page correspondant à chaque document

1.	Auszug Unternehmensregister Campact e. V.	p.	1
2.	Satzung des Campact e. V.	p.	7
3.	Lebenslauf Saskia Esken (Mitgliedschaft Campact e. V).	p.	16
4.	Ein Urteil des LG Berlin - 2 O 214/25 eV- zur Campact-Gruppe.	p.	18
5.	Finanzierungsbericht Volksbegehren Zukunftsentscheid (Finanzierung durch Campact e. V).	p.	29
6.	Artikel über Plakataktion und Stellungnahme des Campact e. V.	p.	38
7.	Artikel Tagesspiegel und taz über 'Anti-AfD-Fonds' des Campact e. V.	p.	45
8.	Schutzschrift des BF vom 27.11.2024 gegen Antrag auf einstweilige Verfügung.	p.	51
9.	Antrag des Campact e. V. auf einstweilige Anordnung der Unterlassung einer Äußerung vom 05.12.2024.	p.	56
10.	Stellungnahme des BF vom 09.12.2024 - 2 O 325/24 eV.	p.	68
11.	Stellungnahme des Campact e. V. vom 20.12.2024 - 2 O 325/24 eV.	p.	77
12.	Urteil des Landgericht Berlin vom 06.01.2025 - 2 O 325 eV.	p.	82
13.	Hinweis des Kammergericht Berlin vom 23.01.2025 - 10 U 13/25.	p.	92
14.	Begründung der Berufung vom 20.04.2025 des BF- 10 U 13/25.	p.	94
15.	Erwiderung des Campact e. V. auf die Berufung vom 16.06.2025 - 10 U 13/25.	p.	127
16.	Stellungnahme des BF vom 27.07.2026 - 10 U 13/25.	p.	140
17.	Stellungnahme Campact e. V. vom 13.09.2025 - 10 U 13/25.	p.	145
18.	Urteil des Kammergericht im Protokoll der mdl. Verhandlung vom 18.09.2025 - 10 U 13/15.	p.	155
19.	Anhörungsrüge des BF vom 02.10.2025 - 10 U 13/25.	p.	160
20.	Beschluss des Kammergericht vom 06.10.2025 - 10 U 13/25.	p.	163
21.	Verfassungsbeschwerde des BF vom 18.10.2025.	p.	166
22.	Mitteilung BVerfG Eintragung Verfassungsbeschwerde in Verfahrensliste (1 BvR 2291/25).	p.	187
23.	Frage des BF nach vom 08.12.2025 nach dem zuständigen wissenschaftlichen Mitarbeiter des BVerfG.	p.	188
24.	Beschluss des BVerfG vom 26.11.2025 (Nichtannahme).	p.	190
25.	Anschreiben des BVerfG vom 01.12.2025 an BF (Zustellung Beschluss).	p.	191
	- list complémentaire des documents joints -		

Autres remarques

Avez-vous d'autres remarques à formuler au sujet de votre requête ?

71. Remarques

Le requérant est admis au barreau en Allemagne.

Déclaration et signature

Je déclare en toute conscience et loyauté que les renseignements qui figurent sur le présent formulaire de requête sont exacts.

72. Date

2	3	0	3	2	0	2	6
J	J	M	M	A	A	A	A

ex. 27/09/2015

Le(s) requérant(s) ou son/ses/leur(s) représentant(s) doivent signer le formulaire dans l'encadré ci-dessous.

73. Signature(s) Requérant(s) Représentant(s) – Cochez la case correspondante


Désignation du correspondant

S'il y a plus d'un requérant ou plus d'un représentant, veuillez indiquer le nom et l'adresse de la seule personne avec laquelle la Cour correspondra. Si le requérant est représenté, la Cour ne correspondra qu'avec le représentant (que celui-ci soit avocat ou non).

74. Nom et adresse du Requérant Représentant – Cochez la case correspondante

**Le formulaire de requête complété doit être
signé et envoyé par la poste à :**

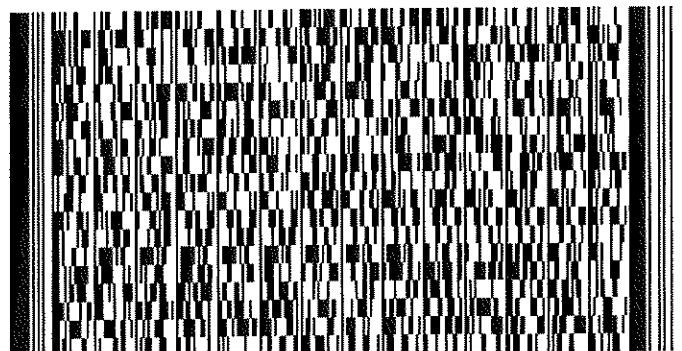
Madame la Greffière de la

Cour européenne des droits de l'homme

Conseil de l'Europe

67075 STRASBOURG CEDEX

FRANCE

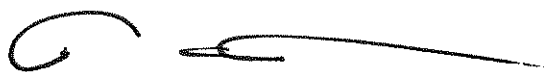


893669e1-66ca-4653-b9e0-2de2561a694b

List complémentaire des documents joints

26. Artikel Legal Tribune Online (wiss. Mitarbeiter des BVerfG) p. 192
27. Ausdruck Netzseite BVerfG (wiss. Mitarbeiter) p. 195
28. Schreiben des BVerfG v. 08.01.2026 (1 BvR 2291/25) Ablehnung Akteneinsicht p. 197
29. Schreiben des BF v. 18.01.2026 rechtliches Interesse an der Akteneinsicht (BvR 2291/25) p. 199
30. Begründung rechtliches Interesse aus dem Verfahren BVerfG - 2 BvR 57/25 p. 200
31. Gewährung Akteneinsicht in dem Verfahren BVerfG - 2 BvR 57/25 p. 201
32. Schreiben BVerfG vom 29.12.2025 - 1 BvR 2291/25, Auskunft wiss. Mitarbeiter als Antrag nach IFG zu behandeln (Z.Just VO-10-20/003#0044) p. 203
33. Schreiben Justizariat BVerfG vom 26.01.2026 p. 204
34. Antrag BF zu Name wiss. Mitarbeiter vom 14.12.2025 in dem Verfahren BVerfG AR 7763/26 bzw. 2 BvR 35/25 (Seite 5) p. 206
35. Mitteilung BVerfG Eintragung Verfahren AR 7763/26 in die Verfahrensliste unter 2 BvR 35/25 p. 211
36. Nachreichen Auskunft Justizariat BVerfG zu 2 BvR 35/25 p. 212
37. Beschluss BVerfG 2 BvR 35/25 (Nichtannahme). p. 213.

Berlin, 23.03.2026



Robert Schulte-Frohlinde

Annexe supplémentaire explication.

E. Exposé des faits

Der Verein Campact e. V. (Verein) mit Sitz in Berlin ist eingetragen in dem Vereinsregister bei dem Amtsgericht Charlottenburg in Berlin unter der Nummer VR 15165 B.

Beweis: Auszug Register als **Anlage BF 1**

Die Zahl der Mitglieder des Vereins ist durch § 3 seiner Satzung auf 12 Personen begrenzt, die durch einen Kreis anonymer Förderer mit bestimmt werden.

Beweis: Satzung als **Anlage BF 2**

Der Verein ist ausschließlich politisch und dabei parteiisch gegen die Oppositionspartei AfD (Oppositionspartei) tätig.

Der Verein bezeichnet sich selbst als Teil einer Campact-Gruppe, bestehend aus dem Campact e. V, der Campact-Stiftung und der Hate-Aide gGmbH, und bezeichnet diese Gruppe auch als Campact-Bewegung. Der Vorsitzende des Vereins hat die Campact-Gruppe öffentlich als Teil einer sogenannten (organisierten) Zivilgesellschaft bezeichnet, die aus solchen Gruppen von Organisationen gebildet wird, und die Forderung nach Offenlegung der finanziellen Quellen dieser Organisationen als Angriff auf diese Zivilgesellschaft.

Eines der Mitglieder des Verein ist oder war nach eigenen Angaben auf ihrer Seite als Abgeordnete des Bundestages die Vorsitzende der Sozialdemokratischen Partei Deutschland (SPD) Frau Saskia Esken (wurde im Verfahren bestritten und der angebotene Beweis nicht erhoben).

Beweis: Lebenslauf Bundestag als **Anlage BF 3**

Gemäß einem rechtskräftigen Urteil des Landgericht Berlin vom 19.05.2025 (2 O 214/25 eV) ist die Äußerung zulässig, die Campact-Gruppe sei staatlich finanziert. Der Inhalt und die Grenzen des Persönlichkeitsrecht einer juristischen Person müssten zunächst bestimmt werden, um über ihren Anspruch auf Unterlassung gegenüber einer sich dazu äußernden Person urteilen zu können. Die Tochtergesellschaft des Verein namens HateAid gGmbH erhalte erhebliche Finanzierung aus Steuermitteln und die dem Verein nahestehende Demokratie Stiftung Campact steuerliche Vorteile.

Beweis: Urteil LG Berlin - 2 O 214/25 eV - als **Anlage BF 4**

Zum Beirat der HateAid gGmbH gehören, wie in seiner Netzseite angegeben, die ehemalige Bundesministerin der Justiz Frau Brigitte Zypries (SPD), Frau Renate Künast (Grüne Partei), Richter am Landesverfassungsgericht Bayern Chan-Jo Jun

(Grüne Partei), der ehemalige Richter des Bundesverfassungsgerichts Herr Udo di Fabio (CDU), Frau Nadine Schöne (CDU).

Der Verein hat zum Beispiel am 01.08.2024 der Partei Bündnis 90/Die Grünen 163.300 Euro und der Partei Die Linke 68.038 Euro gespendet und am 19.08.2024 der Partei SPD 50.000,00 Euro und am 11.09.2024 der Partei Bündnis 90/Die Grünen 72.000 Euro. Das ergibt sich aus den öffentlichen Rechenschaftsberichten dieser Parteien in der Netzseite des Bundestages.

Der Verein hat zum Beispiel im Jahr 2025 gemeinsam mit der Demokratie-Stiftung Campact ein Volksbegehren ‚Zukunftsentscheid‘ in dem Bundesland Hamburg, das die Regierung auf bestimmte politische Vorgaben verpflichtet, mit zusammen 460.645,25 Euro und damit 50,63 % des gesamten Budgets von 909.770,00 Euro finanziert. Lediglich 34.086,00 Euro und damit 3,75 % des Budgets für den Volksentscheid wurden von Privatpersonen (Bürgern) aufgebracht.

Beweis: Finanzierungsbericht als **Anlage BF 5**

Der Verein hat zum Beispiel in der Zeit von Mitte Januar bis Anfang Februar 2026 in vierzehn Städten 28.000 Plakate gegen einen Unternehmer aufhängen lassen, weil er die Oppositionspartei durch persönlichen Kontakt ideell unterstütze und dadurch deren öffentliche Ächtung durch den Verein nicht beachte. Ähnlich hatte sich der Verein bereits verhalten, als der Verband der Familienunternehmen einen Vertreter der Oppositionspartei zu einer Veranstaltung eingeladen hatte.

Beweis: Artikel v. 30.01.2026 und Stellungnahme Verein als **Anlage BF 6**

Der Verein hat z. B. im Jahr 2026 unter der Bezeichnung „Anti-AfD-Fonds“ angekündigt, in den anstehenden Wahlkämpfen in den Bundesländern Sachsen-Anhalt und Mecklenburg-Vorpommern einen Betrag in Höhe von 2.5 Mio. Euro für die Unterstützung von Parteien und Kandidaten gegen die Kandidaten der Oppositionspartei bereit stellen zu wollen.

Beweis: Artikel Tagesspiegel und taz als **Anlage BF 7**

Der Verein hat dem Beschwerdeführer (BF) auf Anfrage keine Rechenschaft über die Herkunft seiner Mittel gegeben. Das blieb im Verfahren unstrittig.

Der BF hat am 19.11.2024 in seiner öffentlich zugänglichen Seite im Internet geschrieben: *„Der Verein ist eine Dachorganisation für nichtstaatliche Regierungsorganisationen und finanziert sich durch Spenden dieser Organisationen, die ihrerseits durch die Regierung aus Steuermitteln finanziert werden“.*

Der Verein hat den BF mit anwaltlichem Schreiben vom 22.11.2024 aufgefordert, die Äußerung zu unterlassen und eine Unterlassungsverpflichtung abzugeben.

Der BF hat am 27.11.2024 eine Schutzschrift hinterlegt und sich darin auf Art. 21 Abs. 1 S. 4 GG berufen.

Beweis: Schutzschrift als Anlage BF 8

Der Verein hat am 05.12.2024 bei dem Landgericht Berlin im Wege des Eilrechtsschutz zu Aktenzeichen 2 O 325/24 eV beantragt, dem BF die Äußerung zu untersagen, weil die Behauptung unwahr sei und daher den Achtungsanspruch des Verein verletze.

Beweis: Antrag des Verein als Anlage BF 9

Der BF hat dagegen geltend gemacht, der Achtungsanspruch einer juristischen Person sei auf den Gegenstand ihrer Tätigkeit beschränkt. Der Verein sei ausschließlich politisch und dabei parteiisch tätig. Der Achtungsanspruch einer solchen Vereinigung sei durch Art. 21 Abs. 1 S. 4 Grundgesetz des Mitgliedstaat (GG - Constitution) beschränkt. Die Behauptung verletze den Verein daher in seinem Achtungsanspruch nicht. Der BF hat weiter geltend gemacht, wegen des Art. 21 I S. 3 GG sei der Verein der Öffentlichkeit zur Rechenschaft über die Herkunft seiner Mittel verpflichtet und trage daher die Beweislast für die Unwahrheit der Behauptung.

Beweis: Schriftsatz v. 09.12.2024, S. 5 f, als Anlage BF 10

Mit Schriftsatz vom 20.12.2024 hat der Verein als seine Anlage AS 12 in elektronischer Kopie eine Versicherung an Eides statt des Vereinsvorstand vorgelegt, in der es heißt: *„Der Campact e. V. erhält keine öffentlichen Gelder. Er wird weder direkt noch indirekt mit öffentlichen Mitteln vom Staat gefördert. Jedenfalls seit dem Verlust der Gemeinnützigkeit im Jahr 2019 erhält der Campact e. V. auch keine Spenden von Organisationen, die ihrerseits durch die Regierung aus Steuermitteln finanziert werden“*. Der Inhalt dieser Erklärung war eine schriftliche Behauptung der Partei über eine Rechtstatsache (Schlussfolgerung), keine Auskunft über die Herkunft der Mittel des Vereins im Sinne des Art. 21 Abs. 1 S. 4 GG.

Beweis: Schriftsatz m. Anlage AS 12 als Anlage BF 11

Das Landgericht Berlin hat den BF mit Urteil vom 06.01.2025 (2 O 325/24 eV) in dem Umfang der Unterstreichung zur Unterlassung der Äußerung *„Der Verein ist eine Dachorganisation für nichtstaatliche Regierungsorganisationen und finanziert sich durch Spenden dieser Organisationen, die ihrerseits durch die Regierung aus Steuermitteln finanziert werden“* verurteilt. Die Äußerung des BF sei geeignet, das Ansehen des Verein in der Öffentlichkeit zu beeinträchtigen, weil dem Verein damit eine Finanzierungsstruktur unterstellt wird, die von seiner Darstellung in der Öffentlichkeit abweicht. Das sei geeignet, das Vertrauen der Allgemeinheit in die Integrität des Vereins und damit seine Glaubwürdigkeit zu beeinträchtigen (S. 6). Gegenstand der Selbstdarstellung und damit der Glaubwürdigkeit des Vereins sei also die Herkunft seiner Mittel von einfachen Bürgern im Sinne einer Graswurzelbewegung. Der BF trage die Darlegungs- und Beweislast für die Wahrheit dieser Behauptung. *„Soweit der Verfügungsbeklagte die Auffassung vertritt, aus Art. 21 Abs. 1 Satz 4 GG folge eine andere Darlegungslastverteilung (...), ist dies*

unzutreffend. Bereits der Ausgangspunkt des Verfügungsbeklagten ist unrichtig. Zwar ist Art. 21 Abs. 1 Satz 4 unmittelbar geltendes Recht, die Vorschrift bedarf jedoch der gesetzlichen Konkretisierung (...), insbesondere folgt aus ihr kein Individualrecht auf Auskünfte, die über das PartG hinausgehen (...)“ (S. 7).

Beweis: Urteil LG Berlin v. 06.01.2025 als **Anlage BF 12**

Der BF hat gegen das Urteil des Landgerichts Berlin fristgerecht bei dem Kammergericht Berlin (KG) zu Aktenzeichen 10 U 13/25 Berufung erhoben

Mit Verfügung vom 23.01.2025, vor der Begründung der Berufung, wies das KG den BF darauf hin, der Art. 21 I S. 4 GG ändere an der Darlegungs- und Beweislast nichts, weil daraus nur Parteien i. S. des PartG verpflichtet seien.

Beweis: Hinweis v. 23.01.2025 als **Anlage BF 13**

Der BF hat die Berufung mit Schriftsatz vom 20.04.2025 begründet. Darin hat der BF auf S. 8 f. dargelegt, die Anwendung des Art. 21 I S. 4 GG könne durch einfaches Gesetz nicht eingeschränkt, sondern nur reguliert werden, und der Art. 21 I S. 4 GG sei auch auf politisch parteiisch tätige Vereinigungen anzuwenden. Der Achtungsanspruch des Vereins könne nicht weiter reichen als der einer Partei im Sinne des PartG.

Beweis: Begründung Berufung v. 20.04.2025 als **Anlage BF 14**

Der Verein hat mit Schriftsatz vom 16.06.2025 auf die Berufung erwidert.

Beweis: Erwiderung Berufung v. 16.06.2025 als **Anlage BF 15**

Der BF hat mit Schriftsatz vom 27.07.2025 Stellung genommen.

Beweis: Stellungnahme BF vom 27.07.2025 als **Anlage BF 16**

Der Verein hat mit Schriftsatz vom 13.09.2025 Stellung genommen.

Beweis: Stellungnahme Verein vom 13.09.2025 als **Anlage BF 17**

Das KG hat die Berufung des BF mit Urteil in der mündlichen Verhandlung am 18.09.2025 zurückgewiesen. Zu dem Achtungsanspruch des Vereins heißt es in der Begründung, die Äußerung betreffe das Persönlichkeitsrecht des Vereins, da er „in seinem sozialen Geltungsbereich in seinem Aufgabenbereich betroffen“ sei (S. 3). Das Kammergericht hat den Vortrag des BF zu dem Achtungsanspruch einer ausschließlich politisch und dabei parteiisch tätigen Vereinigung und Art. 21 Abs. 1 S. 4 GG in seinem Urteil nicht behandelt. Dort heißt es lediglich: „Denn der Verfügungskläger habe durch die eidesstattliche Versicherung vom 18. Dezember 2024, Anlage AS 12, nach §§ 936, 920 Abs. 2, 294 ZPO glaubhaft gemacht, weder unmittelbar noch mittelbar staatliche Mittel zu erhalten“.

Beweis: Protokoll mit Urteil als **Anlage BF 18**

Der BF hat gegen das Urteil des KG fristgerecht gemäß § 321a ZPO am 02.10.2025 eine Rüge der Verletzung des Anspruchs auf rechtliches Gehör (Anhörungsrüge) erhoben.

Beweis: Anhörungsrüge v. 02.10.2025 als **Anlage BF 19**

Das KG hat die Anhörungsrüge mit Beschluss vom 06.10.2025 zurückgewiesen. In diesem Beschluss hat das KG erklärt, die Rechtsfragen des Streitfalls nicht lediglich summarisch, sondern bereits endgültig - und unabhängig von etwaigen weiteren rechtlichen Ausführungen des BF - bewertet zu haben. Das KG hat in der Begründung dieses Beschlusses damit erklärt, den Vortrag des BF zu dem verfassungsrechtlichen Rahmen seiner Äußerung auch bei Wiederholung und damit auch in einem Hauptsacheverfahren entsprechend behandeln zu wollen.

Beweis: Beschluss vom 06.10.2025 als **Anlage BF 20**

Der BF hat gegen das Urteil und den Beschluss des KG fristgerecht am 18.10.2025 eine Verfassungsbeschwerde zum Bundesverfassungsgericht (BVerfG) erhoben.

Beweis: Verfassungsbeschwerde v. 18.10.2025 als **Anlage BF 21**

Der BF hat mit der Beschwerde die Verletzung folgender Normen geltend gemacht. Verletzung des Rechts auf rechtliches Gehör aus Art. 103 Abs. 1 GG und des Anspruchs auf ein faires Verfahren aus Art. 6 EMRK in Verbindung mit dem allgemeinen Anspruch auf Justizgewährung und des Grundrechts aus Art. 5 Abs. 1 GG (Recht, seine Meinung frei zu äußern) und Art. 10 EMRK und Artikel 3 des 1. Zusatzprotokoll zur Konvention über den Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten aus dem Jahr 1952 (Meinungsäußerungsfreiheit verstanden als Gleichheit in der politischen Willensbildung).

Das BVerfG hat die Beschwerde am 10.11.2025 mit dem Aktenzeichen 1 BvR 2291/25 in das Verfahrensregister eingetragen.

Beweis: Mitteilung Aktenzeichen als **Anlage BF 22**

Der BF hat am 05.12.2025 telefonisch bei dem BVerfG nach dem Namen des zuständigen Berichterstatters gefragt, der ihm mit Frau Dr. Härtel mitgeteilt wurde, und nach dem Namen des für die Vorbereitung der Entscheidung zuständigen wissenschaftlichen Mitarbeiters, der ihm nach Auskunft der Frau RHS Schöninger aber nicht mitgeteilt werden durfte.

Daraufhin hat der BF am 08.12.2025 schriftlich durch das beA beantragt, ihm den Namen des zuständigen wissenschaftlichen Mitarbeiters zu nennen.

Beweis: Anfrage v. 08.12.2025 als **Anlage BF 23**

Das BVerfG hatte aber bereits mit Beschluss vom 26.11.2025 ohne Begründung entschieden, die Beschwerde 1 BvR 2291/25 nicht zur Entscheidung anzunehmen. Die Entscheidung erging durch den Vorsitzenden Richter Herrn Harbarth (gewählt auf Vorschlag der CDU/CSU Fraktion und Mitglied der CDU), den Richter Eifert (gewählt auf Vorschlag der Partei Bündnis 90/Die Grünen) und die Richterin Härtel (gewählt auf Vorschlag der SPD).

Beweis: Beschluss v. 26.11.2025 als **Anlage BF 24**

Diesen Beschluss vom 26.11.2025 hat der BF mit einem Anschreiben vom 01.12.2025 per Post am 01.12.2025 erhalten, was der Unterzeichner an Eides statt versichert. Der Umschlag trägt einen Poststempel vom 05.12.2025.

Beweis: Anschreiben v. 01.12.2025 mit Umschlag als **Anlage BF 25**

Diesen Beschluss kann der BF damit frühestens am 01.12.2025 erhalten haben. Den Zeitpunkt des Zugangs kann der BF nicht anders nachweisen, weil das BVerfG, obwohl der BF als Anwalt in Deutschland verpflichtet ist, auch in eigenen Angelegenheiten das besondere elektronische Anwaltspostfach (beA) zu benutzen, ihm alle Schreiben in diesem Verfahren mit der Post zugestellt hat. Gegen diesen Beschluss richtet sich die vorliegende Beschwerde.

Die Richter des Bundesverfassungsgerichts, die ihrerseits ihre wissenschaftlichen Mitarbeiter auswählen, werden auf Grund einer Vereinbarung aller Parteien des Bundestages unter Ausschluss der Oppositionspartei gewählt. Zuletzt hat der Bundestag am 25.09.2026 zwei Richter auf Vorschlag der SPD (116 Sitze im Parlament) und einen Vorschlag der CDU/CSU (211 Sitze im Parlament), aber weiterhin keinen Richter auf Vorschlag der AfD (142 Sitze im Parlament). Die Parteien außer der Oppositionspartei habe eine Änderung des GG und des BVerfGG vorgenommen, damit das auch im Falle einer Wahl der Oppositionspartei durch eine Mehrheit der Wähler so bleibt, und bereiten auch in den Bundesländern solche Gesetze vor (vgl. z. B. Drucks. 20/12978 Bundestag, Gesetzentwurf der Fraktionen SPD, CDU/CSU, BÜNDNIS 90/DIE GRÜNEN und FDP eines Gesetzes zur Änderung des Bundesverfassungsgerichtsgesetzes v. 24.09.2024 und Drucks. 8/6653 v. 26.02.2026 des Landtag Sachsen-Anhalt, Gesetzentwurf der Fraktionen CDU, Die Linke, SPD, FDP und BÜNDNIS 90/DIE GRÜNEN eines Gesetzes zur Parlamentsreform 2026).

Auf Grund der jährlich allein rund 5.000 Verfassungsbeschwerden werden die Entscheidungen des Bundesverfassungsgerichts durch wissenschaftliche Mitarbeiter vorbereitet, die einen Entscheidungsvorschlag für die Richter erstellen (vgl. dazu einen Artikel der Legal Tribune Online mit Bericht von Herrn Wilfried Holz, wiss. Mitarbeiter des BVerfG von 2010 bis 2014, derzeit Vize-Präsident des Verwaltungsgericht Freiburg i. Br).

Beweis: Artikel als **Anlage BF 26;**
Zeugnis Herr Wilfried Holz,
zu laden über das Verwaltungsgericht Freiburg i. Br,

Habsburger Straße 103, 79104 Freiburg i. Br.

Das beschreibt das BVerfG selbst in seiner Netzseite.

Beweis: Ausdruck als **Anlage BF 27**

Bei einer Belastung mit u.a. jährlich rund 5.000 Verfassungsbeschwerden ist unwahrscheinlich, die Richter hätten insbesondere den Fall des BF binnen zwei Wochen abschließend erfassen und rechtlich beurteilen können, wenn die Entscheidung nicht bereits durch einen wissenschaftlichen Mitarbeiter vor Eintragung in die Verfahrensliste abschließend vorbereitet worden wäre.

Der BF hat in dem Verfahren 1 BvR 2291/25 mit Schreiben vom 10.12.2025 Akteneinsicht beantragt. Das BVerfG gibt einem Verfahrensbeteiligten nach Abschluss des Verfahrens grundsätzlich keine Akteneinsicht in das Verfahren mehr, sondern nur Personen mit einem besonderen rechtlichen Interesse, wie das BVerfG auch in dem Verfahren 1 BvR 2291/25 dem BF mit Schreiben vom 08.01.2026 auf seinen Antrag mitgeteilt hat.

Beweis: Schreiben des BVerfG v. 08.01.2026 als **Anlage BF 28**

Der BF hat dem BVerfG daraufhin mit Schreiben vom 18.01.2026 sein besonderes rechtliches Interesse dargelegt, mit dem er in einem anderen Verfahren zu Aktenzeichen 2 BvR 57/25 nach dessen Abschluss Akteneinsicht erhalten hatte.

Beweis: Schreiben als **Anlage BF 29**

In jenem anderen Verfahren zu Aktenzeichen 2 BvR 57/25 hatte der BF als besonderes rechtliches Interesse vorgetragen, er wolle damit die Erfolgsaussichten zukünftiger Beschwerden verbessern.

Beweis: Begründung v. 28.05.2025 als **Anlage BF 30**

Daraufhin hatte das BVerfG dem BF in jenem anderen Verfahren zu Aktenzeichen 2 BvR 57/25 Akteneinsicht gewährt,

Beweis: Bewilligung v. 16.06.2025 als **Anlage BF 31**

In jener Akte 2 BvR 57/25 war das Original der Entscheidung des BVerfG (Nichtannahme) mit den Unterschriften der Richter bei der Akteneinsicht nicht enthalten und wurde dem BF auch auf Nachfrage nicht zur Verfügung gestellt. Demnach enthalten die Akten des BVerfG im Falle der Nichtannahme einer Verfassungsbeschwerde kein Original der Entscheidung mit den Unterschriften der Richter.

Das BVerfG hat dem BF in dem vorliegenden Verfahren 1 BvR 2291/25 nach der Begründung seines rechtlichen Interesses mit Schreiben vom 18.01.2026 nicht mehr geantwortet und damit ohne Begründung keine Akteneinsicht gewährt.

Auch durch die Akteneinsicht hätte der BF die Gründe und den Namen des zuständigen wissenschaftlichen Mitarbeiters nicht erfahren können. Gemäß § 34 Geschäftsordnung GO-BVerfG gelten Entwürfe von Urteilen, Beschlüssen und Verfügungen sowie Arbeiten zu ihrer Vorbereitung nicht als Bestandteil der Verfahrensakten und sind daher von einer Akteneinsicht nicht umfasst. Das betrifft auch Entscheidungsgrundlagen wie den Entscheidungsvorschlag des zuständigen wissenschaftlichen Mitarbeiters.

Das BVerfG hat dem BF mit Schreiben vom 29.12.2025 mitgeteilt, sein Antrag auf Auskunft über den Namen des wissenschaftlichen Mitarbeiters zu 1 BvR 2291/25 werde, weil das Verfahren zuvor durch Nichtannahme-Beschluss endete, als Antrag nach dem Gesetz zur Regelung des Zugangs zu Informationen des Bundes (IFG) behandelt und sei an das Justizariat des BVerfG abgegeben worden.

Beweis: Schreiben v. 29.12.2025 als **Anlage BF 32**

Das Justizariat des BVerfG hat dem BF mit Schreiben vom 26.01.2026 (Z. Just VO-10-20/003#0044) mitgeteilt, es bestünde nach dem IFG kein Anspruch auf diese Information, weil sie wegen der Akzessorietät der Tätigkeit der wissenschaftlichen Mitarbeiter zu der rechtssprechenden Tätigkeit der Richter keine Verwaltungstätigkeit betreffe.

Beweis: Schreiben Justizariat BVerfG als **Anlage BF 33**

Der BF hatte in einem weiteren Verfahren einer Verfassungsbeschwerde vor dem BVerfG bereits vor der Eintragung in die Verfahrensliste unter dem vorläufigen Aktenzeichen AR 7763/25 mit Schreiben vom 14.12.2025 um Mitteilung des Namens des zuständigen wissenschaftlichen Mitarbeiters gebeten.

Beweis: Schriftsatz - AR 7763/25 - (S. 5) als **Anlage BF 34**

Das BVerfG hat die Beschwerde (AR 7763/25) am 23.01.2026 mit dem Aktenzeichen 2 BvR 35/25 in das Verfahrensregister eingetragen.

Beweis: Schreiben vom 23.01.2026 als **Anlage BF 35**

Der BF hat daraufhin zu 2 BvR 35/25 am 06.02.2026 durch das elektronische Anwaltspostfach die Mitteilung des Justizariat des BVerfG aus dem Verfahren 1 BvR 2291/25 nachgereicht, wonach die Tätigkeit der wissenschaftlichen Mitarbeiter der Rechtsprechung zuzuordnen sei.

Beweis: Schreiben vom 06.02.2026 als **Anlage BF 36**

Das BVerfG hat die Beschwerde 2 BvR 35/26 mit Beschluss vom 11.02.2026 ohne Angabe von Gründen nicht zur Entscheidung angenommen, ohne dem BF den Namen des wissenschaftlichen Mitarbeiters zu nennen, der die Entscheidung vorbereitet hat.

Beweis: Beschluss 2 BvR 35/26 v. 11.02.2026 als **Anlage BF 37**

Das bedeutet, selbst wenn der BF in dem Verfahren seinen Antrag auf Nennung des Namens des zuständigen wissenschaftlichen Mitarbeiters 1 BvR 2291/25 in den zwei Wochen zwischen der Eintragung seiner Beschwerde in die Verfahrensliste und den Beschluss über die Nichtannahme bei dem BVerfG eingereicht hätte, wäre dieser Antrag von dem BVerfG nicht beantwortet worden.

F. Exposé des violations alléguées es la Convention et/ou des Protocoles et arguments à l'appui

Article invoqué

1. Art. 6 EMRK;
2. Art. 10 i. V. mit Art. 3 des ersten Zusatz-Protokoll (Meinungsäußerung);
3. Art. 13 (Recht auf wirksame Beschwerde);
4. Art. 14 (Diskriminierungsverbot).

Explication

1. Art. 6 EMRK

Gemäß Art. 6 I EMRK hat jede Person ein Recht darauf, dass über Streitigkeiten in Bezug auf ihre zivilrechtlichen Ansprüche und Verpflichtungen von einem unabhängigen und unparteiischen, auf Gesetz beruhenden Gericht in einem fairen Verfahren, öffentlich und innerhalb angemessener Frist verhandelt wird.

1.a Art. 6 EMRK (rechtliches Gehör)

Gemäß Art. 20 II GG geht alle Staatsgewalt vom Volke (peuple) aus. Sie wird vom Volk in Wahlen und Abstimmungen und durch besondere Organe der Gesetzgebung, der vollziehenden Gewalt und der Rechtsprechung ausgeübt.

Gemäß Art. 21 I S. 1 GG wirken die Parteien bei der politischen Willensbildung des Volkes mit.

Gemäß Art. 21 I S. 3 GG müssen die Parteien in Deutschland über die Herkunft und die Verwendung ihrer Mittel sowie über ihr Vermögen öffentlich Rechenschaft geben.

Rechenschaft zu geben, bedeutet eine geordnete Zusammenstellung der Einnahmen und Ausgaben sowie die Vorlage von Belegen (§ 259 I BGB - code civil).

Im Sinne des einfachen, unter der Verfassung stehenden Gesetzes über die politischen Parteien (PartG, § 2 I) sind Parteien Vereinigungen von Bürgern, die dauernd oder für längere Zeit für den Bereich des Bundes oder eines Landes auf die politische Willensbildung Einfluß nehmen und an der Vertretung des Volkes im Deutschen Bundestag oder einem Landtag mitwirken wollen.

Der Verein ist dauernd ausschließlich politisch tätig und dabei parteiisch tätig mit dem Ziel, auf die Willensbildung des Volkes Einfluß zu nehmen. Der Tätigkeit gegen die Oppositionspartei, insbesondere die Teilnahme (Wahl) der Oppositionspartei im Bundestag und den Landtagen, entspricht in ihrer Wirkung einer Tätigkeit für die anderen Parteien, die an der Vertretung des Volkes im Bundestag oder einem Landtag teilnehmen wollen.

Der BF hat geltend gemacht, der Achtungsanspruch einer juristischen Person sei auf den Gegenstand ihrer Tätigkeit beschränkt. Der Verein sei ausschließlich politisch und dabei parteiisch tätig. Der Achtungsanspruch des Vereins könne daher nicht weiter reichen, als der einer politischen Partei. Da Parteien im Sinne des Gesetz über die politischen Parteien (PartG) staatliche Förderung erhalten, kann die Behauptung einer solchen Förderung den Achtungsanspruch einer politisch parteiisch tätigen Vereinigung im Grundsatz nicht verletzen.

Man könne, auch wenn die zugrunde liegende Behauptung in dem Verfahren bestritten blieb, mit dem Begriff Glaubwürdigkeit die zu achtende Tätigkeit des Vereins enger gefasst als durch eine Vielzahl von Bürgern mit Beiträgen bestimmt betrachten, die jeder für sich nicht geeignet sind, die Tätigkeit des Vereins zu beeinflussen (Graswurzelbewegung). Das sei aber wiederum zugleich der Anspruch des Grundgesetzes an die Parteien im Sinne des PartG, weshalb die Parteien über die Herkunft ihrer Mittel Rechenschaft ablegen müssen und die staatliche Förderung der Parteien zudem öffentlich ist. Der Achtungsanspruch einer politischen parteiischen Vereinigung in der Art des Verein könne daher nicht weiter reichen, als der Achtungsanspruch, den das Grundgesetz in Bezug auf die Parteien durch die Rechenschaftspflicht begrenzt. Diese Rechenschaftspflicht habe der Verein nicht erfüllt. Damit könne sein Achtungsanspruch durch eine Behauptung über die Herkunft seiner finanziellen Mittel nicht verletzt werden.

Weder das Landgericht noch das Kammergericht haben den Achtungsanspruch für die Tätigkeit des Vereins unter dem Gesichtspunkt des Art. 21 I S. 4 GG bestimmt, sondern die Verletzung des Achtungsanspruchs aus der Unwahrheit der Behauptung abgeleitet, die aus der Beweislast des BF folge.

Der BF hat geltend gemacht, auf Grund seiner ausschließlich politischen und dabei parteiischen Tätigkeit zur Einwirkung auf die politische Willensbildung des Volkes trage der Verein bei der Anwendung entsprechend Art. 21 I S. 4 GG die Darlegungs- und Beweislast für die Herkunft seiner finanziellen Mittel. Zum einen sei der Art. 21 I S. 4 GG auch auf Vereinigungen wie den Verein anzuwenden. Zum anderen sei im

Anwendungsbereich des Art. 21 I S. 4 GG, in welchen sich der Verein durch seine Tätigkeit begeben habe, die Tatsachenbehauptung des BF wie eine Meinungsäußerung zu behandeln, da der Verein der Öffentlichkeit keine Rechenschaft, also keine prüfbare Auskunft über die Herkunft seiner finanziellen Mitteln gibt (siehe auch Art. 10 EMRK).

Das LG hat in seiner Entscheidung zu Art. 21 I S. 4 GG ausgeführt, dieser sei kein unmittelbar geltendes Recht und das KG hat noch vor der Begründung der Berufung in einem Hinweis dazu ergänzt, die Norm der Verfassung sei nur auf Parteien im Sinne des PartG anzuwenden. Nachdem der BF in der Berufungsbegründung (S. 8 f) dargelegt hat, der Art. 21 I S. 4 GG sei nach dem Willen des Gesetzgebers des GG und der Rechtsprechung des BVerfG unmittelbar geltendes Recht und nach der Intention der Regelung nicht auf Parteien i. S. des PartG beschränkt, hat das KG den darauf bezogenen Vortrag des BF in der seiner Entscheidung aber nicht berücksichtigt, in welcher die Vorschrift nicht erwähnt wird. Das BVerfG hat die dagegen gerichtete Verfassungsbeschwerde bereits nicht zur Entscheidung angenommen, also nicht angehört.

Das verletzt den Anspruch des BF auf ein faires Verfahren über seine zivilrechtlichen Ansprüche und Verpflichtungen, in dem seine Argumente rechtliches Gehör erhalten, also nicht lediglich gehört, sondern in die rechtliche Prüfung mit inhaltlicher Würdigung einbezogen werden.

1.b Art. 6 EMRK (unabhängiges Gericht)

1.b.a Identität des Richters

Die fehlende Angabe der Identität der Personen, die an der Entscheidung beteiligt sind, macht es für eine Partei unmöglich, die Unparteilichkeit des Gerichts im Sinne des Art. 6 I EMRK zu bestimmen (EGMR Urt. v. 20.01.2011 - 30183/06, II.B.2 Rn. 42, Commission des opérations de bourse).

Das Recht einer Partei auf ein unabhängiges und unparteiischer Gericht umfasst auch Assistenten eines Richter, die einen Fall für die Prüfung durch den Richter vorbereiten (EGMR Urt. v. 29.08.2024 - 44681/21 u. 17256/22, III.B.2.b Rn. 52, judicial assistant).

Die wissenschaftlichen Mitarbeiter des BVerfG sind Assistenten der Richter, welche den Fall für die Prüfung durch den Richter vorbereiten. Das BVerfG hat dem BF als Partei den Namen des wissenschaftlichen Mitarbeiters nicht mitgeteilt, der den Entscheidungsvorschlag vorbereitet hat, den die Richter des BVerfG mit ihrem Beschluss gegen die Annahme der Beschwerde angenommen haben. Wie dargelegt teilt das BVerfG den Namen des wissenschaftlichen Mitarbeiters, der den Entscheidungsvorschlag erstellt, grundsätzlich nicht mit. Dem BF war es damit unmöglich, die Unparteilichkeit des Gerichts im Sinne des Art. 6 I EMRK zu bestimmen.

In der Debatte des Bundestages über die Verabschiedung (adoption) des BVerfGG am 02.02.1951 hatte der Abgeordnete Arndt für den Gesetzgeber als Bedingung der Zustimmung der damals zweitstärksten Partei SPD und damit der Gesetzgebung erklärt, es müsse sich immer um namentlich feststehende Richter handeln, damit das BVerfG ein echtes Gericht sei (Protokoll der 116. Sitzung v. 02.02.1951, S. 4412 f, 4414 r. u).

Nach der Rechtsprechung des BVerfG ist die Wahl durch oder die Mitgliedschaft in einer politischen Partei grundsätzlich kein Grund für die Besorgnis der Befangenheit eines Richters. In dem vorliegenden Fall könnte auch die einer Nähe zu oder die Mitgliedschaft in einer Organisation der Zivilgesellschaft in der Person des wissenschaftlichen Mitarbeiters die Besorgnis einer Befangenheit begründen. Und die Rechtsprechung des BVerfG geht letztlich auf einen Beschluss des Bundesverfassungsgerichts aus dem Jahr 1953 zurück (BVerfG Beschl. v. 13.05.1953 – 1 BvR 344/51, BVerfGE 2, 295, NJW 1953, 1097). Darin heißt es, nach § 18 BVerfGG seien Richter wegen ihrer Mitgliedschaft in einer Partei nicht bereits kraft Gesetzes von der Mitwirkung ausgeschlossen. Zwar enthalte der § 19 BVerfGG über die Ablehnung eines Richters wegen der Besorgnis der Befangenheit keine entsprechende Regelung. Aber: *„Im Bundestag ist jedoch bei der Berichterstattung über den Gesetzentwurf mit besonderer Betonung darauf hingewiesen worden, daß man sich im Rechtsausschuß des Bundestages einig darüber gewesen sei, daß aus den allgemeinen Gesichtspunkten, die nach § 18 Abs. 2 BVerfGG einen Ausschluß vom Richteramt nicht rechtfertigen – insbesondere Abstammung oder Zugehörigkeit zu einer bestimmten Partei – auch kein Ablehnungsgrund gegen ein Mitglied des BVerfG hergeleitet werden könne (vgl. Sitzungsprot. ü.d. 116. Sitzung d. Bundestags S. 4115; ferner die Ausführungen des Berichterst. von Merkatz über die Besonderheit des verfassungsgerichtlichen Verfahrens in seinem mündl. Bericht in d. 112. Sitzung d. Bundestags S. 4219),„*

Der BF hätte bei Auskunft über die Person des für die Entscheidung zuständigen wissenschaftlichen Mitarbeiters geltend machen können, das sei nicht richtig. Die Rechtsprechung kann nicht auf eine Erwägung des Gesetzgebers Bezug nehmen, etwas solle auch in § 19 BVerfGG geregelt werden, wenn der Gesetzgeber es dann trotz dieser Erwägung und damit im Bewusstsein dieser Überlegung im Gegensatz zu § 18 BVerfGG nicht zum Gesetz gemacht hat. Und die Wiedergabe der Erwägungen des Gesetzgebers in dem Beschluss des BVerfG vom 13.05.1951 ist nicht vollständig. Der mündliche Bericht des Rechtsausschusses durch die drei Berichterstatter Merkatz, Wahl und Neumeyer ab Seite 4219 in zweiter Beratung und Adaption finden sich in dem Protokoll der 112. Sitzung der ersten Legislaturperiode des Bundestages am 18.01.1951 in den Seiten 4218 bis 4235. Der zweite Berichterstatter Wahl erklärt auf Seite 4224: „Nachdem mein verehrter Herr Kollege Dr. von Merkatz Ihnen bereits die personelle Zusammensetzung der beiden Senate des Bundesverfassungsgerichts vor Augen geführt hat, ist bei dem nunmehr zu behandelnden Abschnitt der allgemeinen Verfahrensvorschriften nur noch auf die Frage des Ausschlusses von Gerichtspersonen, den sogenannten Judex inhabilis, sowie auf die Ablehnung eines Richters wegen Befangenheit, den sogenannten Judex suspectus einzugehen. Die Vorlage folgt hier bewährten Vorbildern. Im wesentlichen ist folgende Regelung beschlossen worden. Wer in einer Sache von Amts oder Berufs

wegen in einem früheren Stadium mitgewirkt hat, ist von der Richtertätigkeit ausgeschlossen, ebenso wer am Verfahren unmittelbar beteiligt oder mit einem unmittelbar Beteiligten verheiratet oder nahe verwandt oder verschwägert ist. In diesem Sinne ist nicht unmittelbar beteiligt, wer bloß auf Grund seines Familienstandes, seines Berufes, seiner Abstammung, seiner Zugehörigkeit zu einer politischen Partei oder aus einem ähnlichen allgemeinen Gesichtspunkt am Ausgang des Verfahrens interessiert ist. Doch können in solchen Fällen darüber hinausgehende Tatbestände vorliegen, die den Richter für die Rechtsfindung als ungeeignet erscheinen lassen. Dann ist der Richter kein Judex inhabilis, aber ein Judex suspectus, der wegen Besorgnis der Befangenheit abgelehnt werden kann,.

Die Regelung aus § 18 ist also von dem Gesetzgeber bewusst nicht auch in die Regelung des § 19 BVerfGG übernommen worden. Das Protokoll der 116. Sitzung des Bundestages am 02.02.1951 in der ersten Wahlperiode zeigt die Debatte zu der dritten Lesung des BVerfGG in den Seiten 4412 – 4419. Dort sagte der Abgeordnete Arndt (SPD) auf Seite 4415 (r. o): „Ich muß in diesem Zusammenhang, angelehnt an einen Fall, der sich soeben in der Praxis ereignet hat, einen besonderen Gesichtspunkt erwähnen, der sich auf die Gerichtsverfassung bezieht. Das Amtsgericht Kulmbach hat eine Schöffin vom Richteramt wegen Besorgnis der Befangenheit einzig und allein deshalb ausgeschlossen, weil sie Mitglied einer politischen Partei war, während der Nebenkläger einer anderen politischen Partei angehörte. (*Hört! Hört! bei der SPD.*) Das scheint mir nicht zulässig zu sein. (*Sehr richtig! bei der SPD.*) Deshalb ist es wichtig, an dieser Stelle und für die Motive des Gesetzgebers zu betonen, daß wir uns im Rechtsausschuß und in der interfraktionellen Arbeitsgemeinschaft darüber einig waren, daß nach § 18 Abs. 2 nichtbeteiligt und deshalb vom Richteramt nicht ausgeschlossen ist, wer auf Grund seines Familienstandes, seines Berufes, seiner Abstammung, seiner Zugehörigkeit zu einer politischen Partei oder aus einem ähnlichen allgemeinen Gesichtspunkt am Ausgang des Verfahrens interessiert ist. Wir waren uns darüber einig, daß die gleiche Rechtslage auch für die Frage der Befangenheit besteht, daß also aus diesen allgemeinen Gesichtspunkten, insbesondere aus der bloßen Zugehörigkeit zu einer demokratischen Partei, kein Ablehnungsgrund gegen ein Mitglied des Bundesverfassungsgerichts hergeleitet werden kann,.

Eine Besorgnis der Befangenheit i. S. des § 19 BVerfGG sollte nach dem Willen des Gesetzgebers also begründet sein, wenn sich ein Bezug zu der Wahl durch eine Partei oder der Mitgliedschaft eines Richters in einer Partei aus dem Gegenstand des Verfahrens ergibt und damit einen über die bloße Mitgliedschaft eines Richters hinaus gehenden Tatbestand bildet. Ein solcher Tatbestand ist in dem vorliegenden Fall gegeben, in dem es um einen politisch parteiisch gegen die Oppositionspartei handelnden Verein geht, während die Oppositionspartei ihrerseits von den anderen Parteien von der Wahl der Richter des BVerfG ausgeschlossen wird. Womit der Verein mit seinem Handeln gegen die Oppositionspartei zugleich faktisch im Einklang mit den Interessen dieser anderen Parteien handelt. Und zugleich die Unterstützung und damit indirekte Finanzierung der politischen Tätigkeit für diese Parteien durch Vereinigungen wie den Verein betroffen ist.

Die fehlende Bekanntgabe der Person des für die Vorbereitung der Entscheidung zuständigen wissenschaftlichen Mitarbeiters verletzt daher das Recht des BF aus Art. 6 I EMRK, über Streitigkeiten in Bezug auf seine zivilrechtlichen Ansprüche und Verpflichtungen solle von einem unabhängigen und unparteiischen Gericht verhandelt werden, da er nicht alle an der Entscheidung mitwirkenden Personen kennt und daher von der Prüfung einer Besorgnis der Befangenheit ausgeschlossen ist.

1.b.b Struktur der Besetzung des Gerichts

Die Besetzung des BVerfG enthält strukturell eine Benachteiligung, welcher der BF nach der Rechtsprechung des BVerfG mit einem Ablehnungsantrag nicht wirksam begegnen kann. Nach der Rechtsprechung des BVerfG ist die Mitgliedschaft in einer Partei kein Grund für die Ablehnung eines Richters des BVerfG. Zwar enthalte der § 19 BVerfGG (Ablehnung wegen Besorgnis der Befangenheit) diese Ausnahme entgegen § 18 BVerfGG (gesetzlicher Ausschluss) nicht. In dem Bundestag sei aber bei der Berichterstattung über den Gesetzentwurf im Jahr 1951 darauf hingewiesen worden, aus diesem allgemeinen Gesichtspunkt des § 18 dürfe auch bei Anwendung des § 19 BVerfGG kein Ablehnungsgrund abgeleitet werden (BVerfG Beschl. v. 13.05.1953 - 1 BvR 344/51, BVerfGE 2, 295, NJW 1953, 1097).

Zugleich wird die Oppositionspartei von der Wahl eines Richters am BVerfG systematisch ausgeschlossen. Die Parteien außer der Oppositionspartei ändern sowohl auf Bundesebene als auch auf Landesebene die Regelungen der Verfassung und der Gesetze zur Wahl der Richter, um dieses Verhalten auch im Falle der Wahl der Oppositionspartei durch eine Mehrheit der Wähler aufrecht erhalten zu können. Damit trennen sie zugleich die Ableitung der Macht der Institutionen des Staates, hier des BVerfG, von dem Volk (peuple), die in Art. 20 II S. 1 GG als Grundlage des demokratischen Staates bestimmt ist („Alle Macht geht vom Volke aus. Sie wird vom Volke in Wahlen und Abstimmungen und durch besondere Organe der Gesetzgebung, der vollziehenden Gewalt und der Rechtsprechung ausgeübt“).

Daraus und aus der Rechtsprechung des BVerfG zur Ablehnung von Richtern wegen Mitgliedschaft in oder Auswahl durch eine bestimmte Partei folgt eine bereits strukturell fehlende Eignung des BVerfG, in Verfahren wie dem vorliegenden unbefangen zu entscheiden.

Das verletzt das Recht des BF aus Art. 6 I EMRK, über Streitigkeiten in Bezug auf seine zivilrechtlichen Ansprüche und Verpflichtungen solle von einem in Bezug auf diese Ansprüche und Verpflichtungen unabhängigen und unparteiischen Gericht verhandelt werden.

2. Freiheit der Meinungsäußerung aus Art. 10 EMRK Art. 3 Zusatzprotokoll

Toute personne a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques et sans considération de

frontière. (...) L'exercice de ces libertés comportant des devoirs et des responsabilités peut être soumis à certaines formalités, conditions, restrictions ou sanctions prévues par la loi, qui constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, (...) à la protection de la réputation ou des droits d'autrui (...).

Der Artikel 3 des 1. Zusatzprotokoll zur Konvention über den Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten aus dem Jahr 1952 versteht das Recht der freien Wahl als freie Äußerung der Meinung des Volkes („Die Hohen Vertragsparteien verpflichten sich, in angemessenen Zeiträumen freie und geheime Wahlen unter Bedingungen abzuhalten, welche die freie Äußerung der Meinung des Volkes bei der Wahl der gesetzgebenden Körperschaften gewährleisten“).

Jede Beeinflussung der politischen Willensbildung des Volkes (peuple) berührt daher die freie Äußerung der Meinung des Volkes bei den Wahlen der gesetzgebenden Körperschaften.

Die Regelung des Art. 21 I S. 4 GG erstreckt in Deutschland in diesem Sinne den Gleichheitssatz auf den Prozess der demokratischen Willensbildung (Hoffmann ‚Die öffentliche Rechenschaftspflicht der Parteien über die Herkunft ihrer Mittel‘ DVBl. 1958, 856 f).

Das bedeutet Gleichheit der einzelnen Bürger bei der Beeinflussung der politischen Willensbildung. In der historischen Entwicklung ist an die Stelle der Beeinflussung der Parteien durch Geldspenden infolge der zunehmenden Regulierung nach mehreren Skandalen seit dem Erlass des GG mittlerweile eine sogenannte Zivilgesellschaft aus politischen Vereinigungen getreten, die selbst nicht zu Wahlen antreten, aber in der politischen Willensbildung zum einen auf das Volk (peuple) und zum anderen auf die Regierung Einfluss nehmen und damit in der modernen politischen Willensbildung de facto an die Stelle des Volkes im Sinne des Art. 20 II GG treten.

„Der Verfassungsgeber hat mit dem Gebot der Rechenschaftslegung beabsichtigt, Vorsorge zu treffen, daß die Öffentlichkeit Kenntnis über die Herkunft der Mittel der Parteien erhält, damit ersichtlich ist, wer hinter einer politischen Gruppe steht‘ (so die schriftliche Begründung des Antrags Drucks. 897 der Abgeordneten Wagner und Zinn, den der Parlamentarische Rat am 8.5.1949 als Art. 21 Abs. 1 Satz 4 GG beschloß...“ (so BVerfG 2 BvF 1/65, NJW 1966, 1499, 1505).

Das Recht zur freien Äußerung und zur freien Kommunikation von Meinungen und Informationen gemäß Art. 10 EMRK ist in Bezug auf die Beeinflussung der politischen Willensbildung der Öffentlichkeit daher zusammen mit Art. 3 des 1. Zusatzprotokoll zu verstehen.

Gegenüber einem Verein, der ausschließlich politisch und dabei parteiisch tätig ist mit dem Ziel der Beeinflussung der politischen Willensbildung, hat der BF gemäß Art. 10 EMRK das Recht zur Äußerung einer Behauptung über die Herkunft ihrer Mittel, wenn diese juristische Person der Öffentlichkeit keine Rechenschaft über die Herkunft ihrer Mittel im Sinne des Art. 21 I S. 4 GG gibt, um der Funktion des

Art. 10 EMRK als Ausgleich eines asymmetrischen Machtverhältnisses des einzelnen Bürgers gegenüber dem Staat auch in dem Verhältnis zu solchen politischen parteiischen Vereinigungen Geltung zu verschaffen, die durch ihre Tätigkeit für die Zwecke politischer Vereinigungen handeln, die zu den Wahlen antreten.

Solange der Verein der Öffentlichkeit keine Rechenschaft über die Herkunft seiner Mittel im Sinne des Art. 21 I S. 4 GG und Art. 3 des 1. Zusatzprotokolls EMRK gibt, ist jede Behauptung über die Herkunft seiner Mittel im Sinne einer freien Kommunikation von Informationen gemäß Art. 10 EMRK zulässig.

Der BF nimmt Bezug auf die Seiten 8 f. der Begründung seiner Berufung vor dem KG (**Anlage BF 14**).

Der BF ist nicht verpflichtet, zunächst eine Klage auf Auskunft gegen den Verein zu führen, weil die Mitwirkung der Parteien bei der Willensbildung des Volkes (people) diesem untergeordnet ist und daher durch die Parteien bzw. hier der politischen Vereinigungen, die dauernd auf die politische Willensbildung des Volkes Einfluss nehmen wollen, gegenüber der Öffentlichkeit gerechtfertigt werden muss, nicht umgekehrt. Letztlich führt das zurück zu den Argumenten des BF, mit denen sich zuletzt das BVerfG nicht befassen wollte.

4. Recht auf wirksame Beschwerde aus Art. 13 EMRK

Für den Fall, das Gericht erachte den Anspruch auf rechtliches Gehör formal gewahrt, beruft sich der BF auf das Recht der Konvention auf eine wirksame Beschwerde gemäß Art. 13 EMRK, weil das LG wie auch das KG und ihm folgend das BVerfG die Berufung des BF auf Art. 21 I S. 4 GG zwar gehört, aber inhaltlich (rechtlich) nicht berücksichtigt hat.

5. Diskriminierungsverbot aus Art. 14 EMRK

La jouissance des droits et libertés reconnus dans la Convention doit être assurée, sans distinction aucune, fondée notamment sur les opinions politique ou toutes autres opinions, l'origine nationale ou tout autre situation.

Der Präsident des BVerfG Herr Harbarth hat am 30.01.2026 in einer Rede zur Eröffnung des Gerichtsjahrs 2026 des EGMR die Richter aufgefordert, bei Beschwerden deutscher Staatsbürger mit Bezug zu dem BVerfG und zwischen den Zeilen der Oppositionspartei mit der Begründung einer ‚margin of appreciation doctrine‘ einen geringeren ‚level of scrutiny‘ anzuwenden.

Der BF beruft sich daher vorsorglich auf das Verbot der Diskriminierung einer Person bei der Anwendung des EMRK auf Grund nationaler Herkunft sowie der politischen Meinung und eventuell anderer Merkmale der Unterscheidung (Art. 14 EMRK).

Der BF vertritt zwar nicht die Interessen der Oppositionspartei, sondern nur sein Interesse an den Verfassungsgrundsätzen im Sinne des § 92 II des deutschen Strafgesetzbuch (StGB), aber dieses Anliegen korreliert in dem vorliegenden Fall mit dem Interesse der Oppositionspartei.

Berlin, 23.03.2026



Robert Schulte-Frohlinde